



Au CERHS de Nancy, les anciens dossiers de solde sont vérifiés – Crédits : ADC G. Gesquière/SIRPA Terre

**Face aux dysfonctionnements réguliers du système de solde militaire Louvois et à l'impossibilité de le réparer, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a pris la décision de le remplacer. Lors de ses premières visites dans les forces, et notamment à Varcès en septembre 2012, le ministre avait recueilli de nombreux témoignages de militaires victimes de Louvois. Jugeant que les difficultés étaient inacceptables pour les militaires et leur famille, le ministre avait pris une série de décisions pour parer à l'urgence. Depuis un an, un dispositif exceptionnel, humain et financier, a permis de restituer aux militaires les sommes qui leur étaient dues depuis l'installation de Louvois en mars 2011, et d'évaluer les sommes trop perçues : plateforme d'appels regroupant 30 spécialistes, installée à Rambouillet et joignable par numéro vert ; renforcement des effectifs des Centres d'expertise des ressources humaines et de la solde (CERHS) ; installation d'un groupe d'utilisateurs ; inventaire des dossiers en attente de régularisation et contrôle permanent permettant une remontée des incidents.**

Les audits conduits depuis ont démontré que le logiciel, instable, ne sera jamais maîtrisable. Devant ce constat sans appel, Jean-Yves Le Drian annonce sa décision de remplacer Louvois au terme d'une démarche pragmatique, structurée et transparente. Un dialogue compétitif sera lancé auprès de professionnels des systèmes d'information qui auront un an pour présenter un prototype et le tester. L'organisation de projet reposera sur une équipe de direction de programme intégrée, sur le modèle des programmes d'armement. L'objectif est de faire basculer une première armée dans le futur système de solde dès 2015.

La gouvernance de la solde a également été clarifiée. La responsabilité des systèmes d'information ressources humaines est confiée à la DRH du ministère de la Défense. Celle du paiement de la solde relève désormais du Service du Commissariat des Armées (SCA).

Accompagné de ses trois grands subordonnés, le chef d'état-major des armées, le secrétaire général pour l'administration et le délégué général pour l'armement, le ministre s'est adressé aux militaires du 93e RAM : *« Aujourd'hui, je reviens à l'endroit où j'ai décidé de relever ce défi. Je le reconnais, depuis que j'ai pris mes fonctions de ministre, ce défi est sans doute l'un des plus difficiles dans lesquels je me suis engagé. C'est l'un de ceux qui m'a vu le plus déterminé aussi, parce que je n'ai pas accepté, je n'accepterai jamais, que le contrat moral qui lie la Nation à l'engagement de ses soldats soit ainsi mis à mal [...]. Confusion, précipitation et aveuglement ont conduit au désastre Louvois. Aujourd'hui, c'est par la clarté, la détermination mais aussi la sécurité de notre démarche que nous voulons changer de système ».*

Le plan d'urgence restera actif jusqu'au basculement des armées vers le nouveau système de solde. Il a déjà permis de traiter selon le ministère de la Défense :

- 76 849 dossiers concernés par 68,1 millions d'euros d'avances de soldes, versées dans le cadre de projections en opérations extérieures, dont la reprise automatique est gelée depuis décembre 2012.

- 87 732 dossiers concernés par des trop-perçus potentiels pour un montant de 184,22 millions d'euros, depuis le 1er janvier 2013.
- 79 666 appels et courriels grâce au numéro vert du centre d'appel (ou de la cellule d'assistance solde) et de traiter 18 076 dossiers dont 15 586 sont d'ores et déjà clos.

Les militaires seront régulièrement tenus informés des avancées de la démarche initiée aujourd'hui par le ministre grâce au Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM), au groupe d'utilisateurs et aux outils d'information interne. Le ministre a promis de revenir en 2014 au régiment de Varcès pour présenter aux militaires le prototype sélectionné. Saluant le dévouement et la disponibilité des équipes du ministère en charge de la solde militaire, Jean-Yves Le Drian a appelé à la mobilisation générale pour assurer le succès de cette nouvelle démarche.